

# L'Afrique face au défi de la capitalisation de l'humain dans un monde globalisé

*Francis Akindès,*

*Professeur de Sociologie à l'Université Alassane Ouattara de Côte d'Ivoire*

Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs

En vos rangs, grades et qualité

À cette tribune, je voudrais vous parler d'un lieu : l'Afrique Subsaharienne. De ce lieu, je voudrais comprendre la mondialisation et les défis qu'elle impose aux politiques de santé des sociétés et des États fragiles comme ceux de cette partie du monde. Nous mettrons particulièrement l'accent sur les perversions liées aux manières dont la mondialisation enveloppe cette partie du continent et les risques sanitaires consubstantielles aux modalités de son intégration. Et partant de cela, nous montrerons combien le champ de la santé est un excellent analyseur des de la guerre des intérêts commerciaux qu'organise la mondialisation qui fait peu de place à l'altruisme ou à un quelconque humanisme. Nous montrerons comment, justement, la mondialisation complexifie les problèmes de santé publique dans des pays qui, déjà, éprouvent beaucoup de difficultés à protéger leurs populations. Mais, en même temps, combien elle révèle l'urgence pour les sociétés dominées d'internaliser la philosophie politique de capitalisation de l'humain comme étant la première ressource à investir dans la bataille pour espérer exister dans un monde de compétitivité mal encadrée, un monde dans lequel les plus forts tirent profit de l'ignorance et de l'impuissance des plus faibles. Ceci justifie combien, nous paraît cruciale, l'idée de capitalisation de l'humain.

## ***La mondialisation comme une arène***

La mondialisation n'est pas seulement une mise entre parenthèses des frontières afin que s'intensifie le flux des marchandises, des idées et de l'information de toute nature. Elle est avant tout et surtout un champ de compétition que Hubert Védrine<sup>1</sup> qualifie « multipolaire » à « rebondissements multiples et à l'issue incertaine ». Un élargissement du champ de la créativité mais aussi un « monde de bagarre » pour le contrôle des savoirs, des savoir-faire et donc des pouvoirs qui déterminent l'étendue du droit à la parole dont dispose chaque nation dans une arène internationale en pleine recomposition. De fait, la mondialisation remet en cause le prisme bipolaire (Nord riche et sud pauvre) sous lequel les affaires du monde ont été pensées jusqu'à une date récente. Désormais, les pôles qui comptent se diversifient. Puisque se diversifient également les lieux de création des savoirs et des savoir-faire.

En même temps que se multipolarisent les lieux de pouvoir économique qui selon Bertrand

---

1 Lire avec intérêt les deux volumes consacrés par Hubert Védrine à la complexité de la question de la mondialisation. Védrine, H. (2009). Le temps des chimères. 2003-2009, Fayard ; Védrine, H. (2012). Dans la mêlée mondiale. 2009-2012. Paris, Fayard.

Badié<sup>2</sup> démultiplie de fait les espaces et les allégeances, la pauvreté se planétarise et se dépoliarise également. Il y a de plus en plus de poches de pauvreté chez les riches comme il y a également de plus en plus de poches de richesse chez les pauvres. Avec la mondialisation, l'on assiste à une véritable redistribution des cartes qui accroît et rend encore plus complexe le phénomène des inégalités sociales à risque. Puisque, malgré les critiques qui lui sont faites, la mondialisation ouvre le champ des possibles et laisse des fenêtres d'opportunités pour ceux - États, Groupes particuliers, individus - qui savent se donner les moyens de les capter.

La mondialisation offre des opportunités. Mais elle impose aussi la gestion de nouvelles contraintes à tous et particulièrement aux pays pauvres du Sud. Nous ne partageons pas le ton enthousiaste du dernier Rapport du PNUD sur le développement<sup>3</sup>, qui met l'accent sur «*les défis et les opportunités sans précédent pour le progrès humain*» qu'est entrain de faire naître la mutation de l'économie mondiale. Une économie mondiale, souligne ce Rapport, à laquelle participe un certain Sud qui y prend aussi son essor. Mais, ce Rapport a passé sous silence la violence à peine voilée de la compétition sans éthique qu'organise sous nos yeux la mondialisation, en situation de dérégulation des mécanismes institutionnels internationaux dédiés à l'arbitrage des rapports de force. L'envers de la médaille est que, dans la foulée de la libéralisation des économies et des marchés, non seulement les nations et les civilisations perdent le contrôle de leurs destinées, elles s'exposent également et davantage à des risques et à des incertitudes inédits, en situation de dérégulation. Et c'est justement dans la gestion de ces risques et incertitudes que se loge l'une des faces cachées de la compétition exacerbée qu'ordonne la mondialisation : les capacités inégales des nations et des civilisations à faire face à ce que Ulrich Beck<sup>4</sup> appelle la « société du risque » qu'induit ce nouveau visage de la modernité qui est également un nouveau virage dans la modernité.

Pour chaque nation, la guerre de positionnement qu'impose l'arène de la mondialisation, suppose la disponibilité de ressources humaines de qualité. De qualité, parce que capables de capter les opportunités dans un monde qui change, parce que capables de produire les savoirs et savoir-faire adaptés aux enjeux d'un monde mutant, de créer les objets matériels et immatériels, les biens et les services qui répondent aux nouveaux besoins émergents et qui par la même occasion, fondent richesse et puissance, et par ricochet, la possibilité de compter dans l'histoire et dans les arènes de décision.

Des ressources humaines de qualité parce que capables de faire des choix sociétaux optimaux qui ne sont jamais à incertitude zéro, de formuler des politiques publiques qui aient du sens, d'anticiper les risques et d'assurer la veille nécessaire. D'autant que l'efficacité de la résilience de chacune des nations et des civilisations dépend de la réflexivité mais aussi de la proactivité qu'impose un environnement international toujours instable et à risques croissants.

---

2 Badié, B. (1995). *La fin des territoires. Essai sur le désordre international et sur l'utilité sociale du respect*. Paris, Fayard.

3 Programme des Nations Unies pour le Développement (2013). *Rapport sur le développement humain. L'essor du sud : le progrès humain dans un monde diversifié*, PNUD.

4 Beck, U. (2001). *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*. Paris, Flammarion.

Dans un tel environnement international en pleine mutation et dans cette guerre de positionnement qui le structure, la disponibilité du capital humain devient donc un facteur différentiel, je dirai même un facteur discriminant. La force ou la faiblesse des nations ou des civilisations se mesure désormais à l'aune du stock de capital humain qu'elles investissent dans la bataille globale. La pensée économique a bien capté cette mutation discrète. Par rapport à la théorie des avantages comparatifs, la force devenue structurante de la théorie des avantages concurrentiels (qui insiste sur l'importance de stock de ressources et de compétences) et le regain d'intérêt en théorie du développement pour l'*approach capability* de Amartya Sen<sup>5</sup> et l'écho qu'en fait Martha Nussbaum<sup>6</sup> démontrent l'intérêt et les enjeux vitaux pour une société donnée de savoir transformer ses femmes et ses hommes en capital humain.

En essayant de dégager les dernières tendances du développement, l'édition du 20ème anniversaire du *Rapport sur le Développement Humain*<sup>7</sup>, a fortement mis l'accent sur le bénéfice du développement humain et ses incidences sur le progrès différentiel des sociétés. Regardant le passé et envisageant l'avenir, ce Rapport fait observer (i) le progrès enregistré dans le monde particulièrement dans le domaine de la santé, (ii) la variabilité de ces progrès entre les pays et dans le temps, mais aussi et surtout (iii) le gouffre énorme qui sépare les pays développés et les pays en voie de développement. Mais, si investir dans les femmes et les hommes pour leur garantir une meilleure santé, une espérance de vie plus longue et féconde et mieux les éduquer deviennent à la fois un enjeu politique de bon sens, la dimension géopolitique du capital humain, elle, apparaît moins évidente. Et c'est en cela que réside la dimension cachée du capital humain. Le capital humain, envisagé comme arme géopolitique discrète est certes un produit de l'histoire de la modernité en Occident. Un produit qui s'est construit au fur et à mesure que la logique des intérêts a structuré les relations entre les nations. Cependant, la conscience explicite de la valeur géopolitique du capital humain n'est plus aujourd'hui l'apanage de l'Occident tout seul. Elle est de plus en plus internalisée par d'autres civilisations telles que les pays émergents (l'Indonésie et l'Inde ou encore la Chine). Malgré les différences culturelles, la nécessité d'internalisation de cette fonction de capitalisation utilitaire de l'humain semble avoir été bien comprise et traduite en politiques publiques suivant des modalités variables, pouvant faire objets de lecture critique. Mais elles ont l'avantage d'exister. Puisque globalement, l'idée a fonctionné comme un emprunt des leviers cachés de la modernité sans le socle philosophique de la sacralisation de l'humain dont le processus historique a été admirablement analysé par le philosophe Luc Ferry dans son ouvrage « L'Homme-Dieu ou le sens de la vie »<sup>8</sup>. Dans ces pays, les politiques de santé et d'éducation, malgré leurs imperfections, sont devenues le cœur même de l'être-dans-le-monde-globalisé. Les effets de l'internalisation de cette philosophie politique de

---

<sup>5</sup> Sen, A. (1999). *Commodities and capabilities*. Oxford, Oxford University Press ; Sen, A. (2000). *Development as freedom*. Oxford, Oxford University Press ; Sen, A. (1993). *Ethique et économie*. Paris, Puf. ; Sen, A. (2000). *Un nouveau modèle économique. Développement, justice, liberté*. Paris, Odile Jacob.

<sup>6</sup> Nussbaum, M., C. (2012). *Capabilités. Comment créer les conditions d'un monde plus juste ?*, Paris, Climats.

<sup>7</sup> Programme des Nations Unies pour le Développement (2013). *Rapport sur le développement humain. L'essor du sud : le progrès humain dans un monde diversifié*, op cit

<sup>8</sup> Ferry, L. (1996). *L'homme-Dieu ou le Sens de la vie*. Paris, Grasset.

capitalisation utilitaire de l'humain sont à la base de leur essor et, par conséquent, de la modification des rapports de force qui rendent ces pays plus visibles. Ce sont ces politiques qui font d'eux des puissances qui comptent désormais dans l'arène géopolitique. Comparativement à ce « Sud en plein essor », il y a un autre sud dont fait partie l'Afrique subsaharienne, exceptée l'Afrique du Sud : le Sud en promesse d'émergence pour marquer la différence avec les pays en « voie d'émergence » dont le processus paraît plus perceptible compte tenu des politiques publiques qui sous-tendent les évolutions qui confirment le processus d'émergence.

### ***Les politiques du capital humain en promesse d'émergence***

Les démographes nous apprennent que l'Afrique subsaharienne est la partie du monde qui enregistre la plus forte croissance démographique. Elle compte le plus de jeunes et la moitié de sa population a moins de 25 ans. Quels atouts ? Mais ce qui est potentiellement perçu comme étant un atout considérable, y devient plutôt une source d'inquiétude, puisque les mêmes démographes s'interrogent quant aux capacités de cette partie du monde à faire face aux besoins d'éducation et de santé qu'induit une telle dynamique de croissance de populations. En clair, ils s'interrogent justement sur les capacités réelles à mettre en place des politiques publiques capables de transformer les femmes et les hommes en atouts, c'est-à-dire en capital humain.

Vu sous l'angle de la philosophie politique utilitaire de capitalisation de l'humain, l'Afrique présente des limites dont sont révélateurs, non seulement la faiblesse de son apport dans les échanges mondiaux (production de savoirs, de biens et services sociaux, économiques et culturels) mais aussi les difficultés structurelles à faire face aux contraintes de sa propre transformation. Difficultés dont les faiblesses des politiques de santé constituent un excellent analyseur. Ces difficultés sont de plusieurs ordres. Elles vont de la définition de politiques pertinentes de santé à leur implémentation. Des politiques publiques, dont on dit souvent manquer de volonté politique au sommet de l'État ; des politiques publiques souvent tributaires des ressources extérieures et organisées autour de stratégies d'offre de soins mal adaptées à l'évolution de la demande sociale des usagers, eux-mêmes en situation de privation de ressources socioéconomiques ou de ressources insuffisantes limitant de fait l'accès aux soins de santé. Aussi, ces politiques sont-elles souvent confrontées au problème structurel de répartition des ressources humaines lorsqu'elles ne sont pas déficitaires. Elles promettent des régimes d'assurance médicale universelle qui ont du mal à se mettre en place. La plupart du temps, les efforts financiers (entre 5 à 11 % du budget national plutôt que les 15 % promis par les Chefs d'États réunis à Abuja en 2001) difficilement consentis voient leurs effets annihilés par la mauvaise gestion des ressources allouées, la corruption et l'absence de responsabilité dans l'exécution des tâches. L'absence d'évaluation de ces politiques publiques déjà peu fiables vient consolider le grand écart entre les grandes déclarations politiques et la réalité du terrain. Les déclarations sur la gratuité des soins presque jamais appliquée sur le terrain en sont un exemple. M'étendre sur ces difficultés n'apporte rien de nouveau à nos échanges sur les enjeux géopolitiques de la santé. Sauf que ces faiblesses structurelles persistantes ont fini par décourager l'élan de solidarité internationale, faisant de la santé, un objet de tension entre la communauté dite internationale et l'Afrique. Ceci eut comme conséquence première, la réduction de l'aide internationale en faveur de la santé. Et la crise financière de ces cinq dernières années aura également contribué à la réduction des ressources investies dans les politiques de santé au

titre de la solidarité internationale. D'où, sur la pression des institutions de Bretton Woods, l'idée naissante de responsabilité partagée en faveur de l'amélioration de la gouvernance des politiques de développement en général et de santé plus spécifiquement. Comme pour rappeler aux dirigeants africains la nécessité politique de promouvoir un autre rapport au financement et à la gestion des politiques de santé. À ces difficultés structurelles déjà peu favorables à une véritable promotion de politiques de capitalisation de l'humain, vient se rajouter la nouvelle donne de risques sanitaires pernicieux en lien avec les secteurs par lesquels l'Afrique subsaharienne se connecte au monde: l'industrie du médicament, les industries extractives et l'« agrobusiness ». Derrière le rideau du développement de ces secteurs il y a d'importants risques sanitaires politiquement et stratégiquement minimisés. Raison pour laquelle, pour l'instant leurs influences négatives sur la santé des populations restent mal évaluées.

### ***Mondialisation subie et prospérité de l'industrie des faux médicaments***

L'Afrique n'a pas choisi la mondialisation. Elle la subit. Aux difficultés à auto-gérer sa propre transformation, viennent se rajouter les difficultés de gestion des risques et incertitudes liés à son enveloppement dans une dynamique de mondialisation dont elle n'a pas les moyens de maîtriser les débordements. Là, réside une dimension cachée des risques liés à son entrée dans une arène de la mondialisation, une entrée plutôt subie que choisie.

Comment subit-elle cet enveloppement de la mondialisation ? Le changement des rapports de forces et l'âpreté de la lutte de positionnement se révèlent notamment à travers le développement des marchés des faux médicaments par lequel nous voulons illustrer nos propos.

Les débats suscités par cette problématique des faux médicaments dénotent plus que jamais les enjeux géopolitiques de l'accessibilité aux médicaments, en tant que composante essentielle des politiques de santé. Ces débats lèvent un coin du voile sur la violence des rapports de force entre les nations et les civilisations et, par ricochet, renvoie à cette face cachée de la globalisation dont nous parlions tantôt.

Selon la définition qu'en donne l'OMS, les faux médicaments sont « *des médicaments délibérément et frauduleusement étiquetés pour tromper sur leur identité et/ou sur leur origine* »<sup>9</sup>. L'OMS note que l'on trouve dans les médicaments faux ou contrefaits des produits avec des principes actifs corrects, erronés, sans principes actifs, à des doses trop faibles ou trop fortes, ou sous des conditionnements falsifiés. Le recours à ces médicaments serait à l'origine de nombreux échecs thérapeutiques, avec perte de vies humaines. Comme certains pays d'Amérique latine et d'Asie, les pays africains sont des destinations privilégiées de ces produits médicamenteux contrefaits. Ces médicaments proviendraient des pays asiatiques.

L'expansion du marché des « faux médicaments » apparaît comme étant un autre indicateur de fragilité des États africains. Il dénote l'incapacité des États à se donner un système de réglementation pharmaceutique et à en assurer le contrôle de l'application. Faiblesse

---

9 <http://www.who.int/mediacentre/factsheets/fs275/fr/>

devenant de fait une opportunité économique pour les industries pharmaceutiques de la contre-façon, dans un monde de compétition sans balises éthiques. « Ces médicaments impropres à la consommation » ont été au cœur de la guerre que se sont livrés les médias européens tels que *The Guardian* et les agences de presse officielles chinoises. Des presses fort représentatives des mondes en compétition dans l'arène de la mondialisation : d'un côté l'Europe « dépressive » qui stresse en voyant dans le ralentissement de la croissance « la fin d'une parenthèse historique »<sup>10</sup> et la Chine décomplexée, arrogante et éveillée selon la prophétie d'Alain Peyrefitte<sup>11</sup>. Pour illustrer nos propos : Comme le rapporte le site d'information en ligne *Slate Afrique*<sup>12</sup>, en décembre 2012, [The Guardian](#) publie dans ses lignes « *qu'en Ouganda et en Tanzanie, un tiers des médicaments contre le paludisme seraient contrefaits ou de qualité insuffisante* ». Tout en confessant le manque de données pour soutenir ses allégations, il situe en Chine l'origine de cette contrefaçon et pointe du doigt le « *contrôle négligent des autorités chinoises* ». *Slate Afrique*, rapporte également qu'en mars 2012, cette fois-ci « *à la lisière du monde des médicaments et des produits de beauté, une enquête du même quotidien (The Gardian) indiquait qu'une société cosmétique chinoise utilisait les fœtus avortés et la peau des cadavres de condamnés à mort pour fabriquer des crèmes à base de collagène* ». Dès Janvier 2013, la plus importante agence de presse chinoise Xinhua contrattaque et dénonce ce qu'elle considère comme des reportages à sensation réalisés par certains médias occidentaux visant à imputer à la Chine et aux autorités chinoises la vente de faux médicaments en Afrique. L'agence Xinhua rétorque que « *ce seraient des hommes d'affaires africains qui auraient fabriqué et vendu de faux antipaludéens au nom de la Chine* ».

Rendant compte de cette guerre médiatique, *Slate Afrique* pose des questions intéressantes sur ce qu'il appelle « *la cabale en forme de cri au péril jaune* ». Interrogation que nous partageons. Les médias occidentaux en ligne de front sur la dénonciation de la Chine ne porteraient-ils pas discrètement les intérêts du lobby des laboratoires pharmaceutiques européens ? Ne sont-ce pas des reportages bâtis sur « le malaise de l'Occident face à la percée économique de la Chine en Afrique et aux relations dites privilégiées qu'elle entretient avec les pays africains ? ». Il est pour l'instant difficile de démêler cet écheveau. Cependant deux leçons nous paraissent importantes à retenir de cette diatribe médiatisée qui cache mal la guerre économique des mondes par médias interposés. La première, c'est l'existence et le développement d'un marché de faux médicaments venus des pays dits émergents, favorisé par la porosité des frontières mais aussi par la faiblesse des systèmes de réglementation pharmaceutique et du contrôle de son application. Par le jeu de la corruption des administrations, les fraudeurs profitent de complicités intérieures. Question : finalement, le néocolonialisme chinois peut-il être plus

---

<sup>10</sup> Lire le dossier consacré par le Magazine *Alternatives Economiques* à cette question sous le titre « *La fin d'une parenthèse historique* » dans un numéro spécial « Faut-il dire adieu à la croissance ? ». Hors-série, n° 97, 2013, pp 12-34.

<sup>11</sup> « Quand la Chine s'éveillera ... le monde tremblera »

<sup>12</sup> « La Chine, laboratoire des faux médicaments en Afrique ».

<http://www.slateafrique.com/101307/sante-faux-medicaments-chine-afrique>

généreux que celui qu'il tente de supplanter sur les terres africaines?<sup>13</sup> Le deuxième enseignement, c'est que si l'Afrique ne sait pas comment profiter d'un monde qui change, le monde qui change sait visiblement profiter d'elle et de ses faiblesses.

La même dynamique s'observe avec le développement des industries extractives. Secteur qui contribue à tirer les chiffres de la croissance vers le haut et crée l'appétence économique en Afrique sans que l'on ne se préoccupe pour l'heure des effets pervers de son développement, ne serait-ce que sur l'environnement et la santé des travailleurs.

### ***Des politiques de croissance à haut risque sanitaire***

À en juger par les indicateurs de croissance économique, nombre de pays africains offrent, paraît-il des signes d'entrée dans la dynamique de la mondialisation. Pour Philippe Hugon, elle est « davantage mondialisée que mondialisatrice »<sup>14</sup> À partir des taux affichés de croissance économique améliorée depuis ces cinq dernières années, d'aucuns la disent pourtant « être en voie de devenir un pôle de croissance mondiale ». Mais ce qui est faiblement souligné, c'est que cette croissance n'est que très faiblement portée par la valeur « travail ». D'ailleurs de sérieux doutes subsistent sur la pertinence de ces indicateurs sur lesquels l'on se base pour prophétiser un tel devenir. Des données statistiques qui font l'objet d'intenses débats<sup>15</sup>. Par contre, il n'est pas de doute sur le fait que, dans nombre de ces pays, la croissance soit plutôt alimentée par la découverte et l'exploitation de nouveaux minerais stratégiques, réserves de pétrole et de gaz naturel, et ce, sur la base d'une redistribution inégalitaire des revenus tirés de ces exploitations.

Le PNUD annonçait pompeusement que les perspectives économiques du continent pour 2013 et 2014 sont prometteuses et qu'en 2013 l'économie de l'Afrique devrait croître de 4,8 %, puis de 5,3 % en 2014 en moyenne. L'agence voit les ressources naturelles comme étant « la clef de la transformation économique de l'Afrique ». Dans un tel environnement fait de fort taux de chômage, où la croissance provient de l'industrie extractive qui n'offre que très peu d'emplois, contribuant de ce fait que très faiblement à la redistribution du revenu, l'impact de telles croissances sur le développement ne peut se révéler qu'insignifiant. Mais là n'est pas le plus pernicieux. Les effets négatifs les moins visibles se font ressentir ailleurs: non seulement, ces politiques de croissance basées sur les industries extractives ne contribuent pas à réduire la pauvreté de façon substantielle en raison des inégalités sociales liées à l'accès à l'emploi et aux flux illicites de capitaux - l'aspect qui fait l'objet de plus de dénonciation<sup>16</sup> -, elles créent également les conditions de l'approfondissement de la pauvreté par les risques sanitaires qu'elles induisent, en termes

---

<sup>13</sup> Sur la question, lire une contribution de Ndiaye, T. (2013). Le jaune et le noir. Enquête historique. Paris, Gallimard

<sup>14</sup> Philippe Hugon. Un développement en dehors de la mondialisation.

<http://dedona.wordpress.com/2010/03/12/un-developpement-en-dehors-de-la-mondialisation-philippe-hugon/>

<sup>15</sup> Sur le processus de production de ces données statistiques, lire l'analyse critique de Jerven, M. (2013). Poor Numbers. How We Are Misled by African Development Statistics and What to Do about it. Ithaca, Cornell University Press.

<sup>16</sup> Byanyima Winnie, L'Afrique doit reprendre la main sur ses ressources naturelles. In Le Monde du 28 Mai 2013.

de perte de capital santé. Parce que les réglementations du travail dans les différents États, volontairement ou involontairement, ne suivent pas l'expansion rapide de ce secteur. Et par conséquent, les travailleurs ne sont pas protégés, ou sont plutôt faiblement protégés.

De façon générale, que ce soit pour la communauté internationale que pour les États, la santé et la sécurité des travailleurs importent géopolitiquement moins que la mobilisation et la transparence dans la gestion des ressources ; mais des ressources générées au prix de la santé des travailleurs. Par rapport aux compagnies minières par exemple, les réformes vont dans le sens de la révision des contrats pour plus d'équité dans le partage de bénéfices ou la modification des conditions fiscales (Tanzanie). Des instruments de régulation<sup>17</sup> pour améliorer la transparence des accords commerciaux et des transactions financières sont mis ou sont entrain d'être mis en place. Mais les initiatives visant à améliorer le dispositif réglementaire en matière de santé et de sécurité au travail sont plutôt rares. La réglementation, sur ce plan, évolue moins vite que ne se développent les industries extractives, l'agro-business et le secteur du BTP (Bâtiments et travaux publics).

La globalisation enveloppe l'Afrique non seulement par les industries extractives mais aussi par l'agro-business sur des « terres accaparées ». Mais des terres sur lesquelles l'utilisation des pesticides présente un fort potentiel de risques aussi bien pour l'environnement que pour les travailleurs.

Finalement, le code du travail reste peu protecteur des travailleurs. L'Afrique subsaharienne aura donc à faire face à un nouveau phénomène: la naissance d'une race de travailleurs pauvres rendus malades par leur travail, du fait du bruit, de la poussière, de l'utilisation de produits chimiques et de pesticides, sans qu'aucune disposition ne les protège. C'est un phénomène bien connu dans les pays asiatiques tels que la Thaïlande, le Bangladesh, le Cambodge, l'Inde, la Philippines et même la Chine<sup>18</sup>. Mais il reste encore couvert d'un voile pudique. Tout comme dans ces pays, les nouvelles dynamiques allant dans le même sens en Afrique subsaharienne ne semblent pas beaucoup intéresser et concerner la communauté internationale. La faiblesse des lois censées protéger les travailleurs y encourage à un laxisme, des entreprises de pays dit développés qui ont pourtant une culture de réglementation dans les pays d'origine. La faiblesse ou le caractère peu contraignant de la réglementation les conduit à minimiser le coût de la prévention des risques professionnels dans les pays africains dans lesquels elles s'implantent. Puisque, l'une des stratégies des États pour attirer les investissements directs étrangers consiste à faire en sorte que la liste des maladies professionnelles s'allonge le plus lentement que possible. À titre d'exemple, pendant que la France a en liste 92 maladies professionnelles, un pays comme la Côte

---

17 L'on peut citer des mécanismes tels que l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE), le « Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act », la Charte sur les Ressources Naturelles (NRC), le Système de certification du Processus de Kimberley, les réseaux tels que « Publiez ce que vous Payez », Revenue Watch Institute, le Guide du FMI de la transparence des recettes des ressources naturelles » ou encore des Directives volontaires telles que « La Directive de l'UE relative à la transparence » et le « Guide de l'OCDE, de la CIRGL et des Nations Unies sur le devoir de diligence pour des chaînes d'approvisionnement responsables en minerais provenant des zones de conflit ou à haut risque »

18 AMRC. Invisible Victims of Development. Report on health and Safety in 6 Asian Countries. <http://www.amrc.org.hk/node/1299>

d'Ivoire n'en a listé que 42. Même pour les maladies listées, les mécanismes de suivi, de collecte et de traitement des données sur les risques professionnels ne sont guère mis en place. Et lorsqu'il en existe, ils ne disposent guère de moyens de fonctionnement et, de ce fait, sont inopérants. Même lorsque certaines entreprises affichent une volonté de respect de la procédure, la flexibilité de l'emploi peu protectrice des travailleurs, que les États ont tendance à promouvoir, est plutôt vue comme une opportunité d'investissement à moindre coût en raison des obligations légales amoindries vis-à-vis des travailleurs.

Dans la dynamique de la mondialisation enveloppant les États, en matière de négociation sur les politiques sociales, l'un des traits caractéristiques des relations entre États et compagnies multinationales tient finalement dans la faible marge de manœuvre laissée par les secondes aux premiers. Les industries extractives et l'agrobusiness en tirent de gros bénéfices. Ils exploitent, de ce fait, la hiérarchie des échelles de pression en faveur des choix du court-terme. Échelles de pression qui sont aussi bien les signes de la fragilité des sociétés dominées que ceux de la faiblesse structurelle de leurs États. Car, sous la pression politique du chômage de franges importantes de leurs populations mais aussi, du besoin de ressources financières, les États font souvent le difficile arbitrage en faveur du court-terme : rendre la réglementation moins contraignante pour ne pas décourager les investissements. En fait, des choix qui se révèlent être des non-choix en l'absence d'alternatives.

Finalement, entre le besoin de mise en place d'une réglementation protectrice des travailleurs et le risque que cette dernière présente l'inconvénient de rendre le système économique moins attractif pour les investisseurs directs à l'étranger, les États font le choix de la protection minimale. Dans certains pays, le retard dans la mise à jour de la réglementation du travail ou l'observance d'une extrême prudence dans la mise en œuvre des mécanismes de leur contrôle lorsqu'il en existe, devient un choix politique implicite. À travers un tel arbitrage en faveur du court-terme, l'on peut voir la conséquence du jeu des pouvoirs asymétriques entre les entreprises capitalistes et les États faibles.

L'absence de protection par le haut, par ricochet, s'encapsule également dans le choix des travailleurs par le bas. Comment ?

Si les difficultés des États à réglementer sont connues, la violence qu'organise le marché du travail, particulièrement dans les secteurs des industries extractives, des BTP et de l'agrobusiness, se répercute aussi directement sur les travailleurs et se traduit également à cette échelle en absence d'alternative. Dans ces pays, les travailleurs sont souvent tiraillés entre, d'un côté, la hantise de la rareté des opportunités d'emploi, ou la peur de basculer durablement dans le chômage et, de l'autre, l'acceptation d'un emploi précaire et mal payé, qu'ils savent être à risque sanitaire, mais dont les effets ne se révéleront que bien plus tard. La difficile équation du chômage-« emploi à risque » fait souvent opter les travailleurs pour l'emploi à court terme et la minimisation des risques sanitaires qui leur sont associés<sup>19</sup>. Malgré la conscience des risques liés à ces activités professionnelles, les travailleurs « font le choix » de la survie économique à court terme en accédant à des emplois dont les risques ne

---

19 Les propos d'un candidat à un emploi dans une société manipulant des produits chimiques sont suffisamment illustratives à ce sujet : « Docteur. Ça fait 5 ans que je suis au chômage. Vous me dites que je serai malade dans 5 ans, 15 ans, 20 ans. Mais, moi, en attendant, j'ai un problème d'un moi, deux mois. Je prends ce qu'il y a. Je prends le travail... »

se dévoileront que dix à vingt années plus tard. Et, pour le reste, ils s'en remettent le plus souvent à Dieu. En faisant une telle option, ces travailleurs, s'exposent de fait à une double perte. D'une part, les revenus souvent faibles tirés de ces activités sans qualification couvrant à peine leurs besoins élémentaires et sociaux de base font d'eux des travailleurs pauvres. D'autre part, sur le long terme, leur capital santé s'en trouve hypothéqué. Les données manquent pour documenter cette réalité qui est pourtant, est vécue dans bon nombre de pays au sud du Sahara. La question de l'accroissement des risques le plus souvent occultée par l'absence de données, est rendue plus complexe encore par les contextes de crise habituellement défavorables à la défense organisée de l'intérêt des travailleurs. Dans les pays pauvres, cette situation se nourrit de silence complice et sous contrainte des États, mais également du consentement tout aussi sous contrainte des travailleurs.

### **Conclusion**

Cette présentation a tenté de montrer que, face à la mondialisation, l'inégalité des civilisations peut se mesurer à l'aune des moyens humains dont se dote chacune d'elles. Les chances d'exister dans un tel monde d'immoralité dépendent, plus que par le passé, des ressources humaines que chacune d'elles serait capable d'investir dans l'âpre compétition au cœur des échanges et du jeu de redistribution des cartes qu'organise discrètement la globalisation. Or, dans ces échanges internationaux, malgré ses atouts démographiques, étant donné l'importance croissante qu'il prend aux yeux des pôles économiques majeurs que sont l'Europe et depuis peu, l'Asie et l'Amérique latine, le continent africain donne l'impression de plutôt subir la mondialisation qu'il n'atteste d'une réelle capacité de choix. Alors que tout indique de l'Afrique a besoin de capitaliser très vite ses ressources humaines pour espérer survivre dans l'arène de la mondialisation, c'est l'inverse que l'on observe. Elle est enveloppée dans la globalisation par des secteurs économiques tels que les industries extractives et l'agrobusiness sur lesquels elle fonde sa politique de croissance, sans prendre pour l'heure la mesure du coût environnemental et humain de cette forme d'intégration à la mondialisation. Une mondialisation qui dessine les nouveaux visages de la dépendance et des relations inégales. Car le prix qu'elle paye à cette mondialisation est aussi à la mesure de la fragilisation de son capital sanitaire en situation d'asymétrie de pouvoir entre le capital international et les États faibles. Face à tout ce qui précède, le leadership africain a grand besoin d'intégrer l'enjeu de la capitalisation de l'humain comme étant LA cause majeure de l'asymétrie observée dans le rapport de l'Afrique au monde.